



## Le bouleversement de la Maison Blanche continue alors que le général Kelly prend les rênes

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 02 août 2017

[wsws.org](#) 1 août 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Le général John Kelly a pris ses fonctions lundi matin en tant que nouveau chef de cabinet de la Maison-Blanche. Il a affirmé son autorité immédiatement en éjectant Anthony Scaramucci, nommé directeur des communications de la Maison Blanche, seulement 11 jours avant, par le président Trump.

Le renvoi de Scaramucci a servi de démonstration publique de la suprématie de Kelly à la Maison Blanche le jour où il a prêté serment. Cela s'est produit à 9 h 30, seulement une demi-heure avant que Kelly préside sa première réunion avec le cabinet de Trump, consacrée en grande partie aux discussions des projets pour une réduction massive de l'impôt sur les sociétés américaine et les riches.

Trois hauts responsables du gouvernement, le directeur du Conseil économique national, Gary Cohn, le secrétaire au ministère des finances Steven Mnuchin et le directeur législatif de la Maison Blanche, Marc Short, ont déclaré que le président Trump considérerait le plan de réduction des impôts comme la pièce maîtresse des efforts législatifs à l'avenir, après l'effondrement la semaine dernière du projet d'abrogation de la loi sur les soins abordables (Obamacare).

Le mandat de Scaramucci comme chef des communications est même plus bref que les 29 jours où le général retraité Michael Flynn occupait le poste de conseiller de la sécurité nationale. Au cours de ces 11 jours, Scaramucci a provoqué la démission de l'attaché de presse Sean Spicer et le renvoi du chef de cabinet, Reince Priebus, avant lui-même d'être renvoyé par Kelly.

La succession rapide des affectations et des départs témoignent de la crise grandissante du gouvernement Trump en place à peine depuis six mois, mais qui connaît déjà son deuxième chef de cabinet, deuxième chef adjoint de cabinet, deuxième conseiller à la sécurité nationale, deuxième attaché de presse, et le troisième (sinon le quatrième bientôt) directeur de la communication.

La lutte pour l'influence au sein de la Maison-Blanche est devenue tellement trouble que lors d'un programme d'entrevues télévisés du dimanche, quelques heures seulement avant que Kelly ne prenne ses fonctions, la conseillère de la Maison Blanche, Kellyanne Conway, a refusé à plusieurs reprises de dire si elle et d'autres haut responsables continueraient à être sous la responsabilité directe de Trump ou celle maintenant de Kelly.

Le lendemain, Kelly a rencontré le personnel de la Maison Blanche et a clairement indiqué

que tout le monde, y compris Conway, le conseiller politique Steve Bannon, le beau-fils de Trump, Jared Kushner et sa fille, Ivanka Trump, rendraient compte à lui. Cette directive a été soulignée par le renvoi de Scaramucci, qui avait déclaré à plusieurs reprises aux journalistes qu'il ne rendait compte qu'à Trump, pas au chef de cabinet.

En accueillant son nouvel homme fort militaire, Trump a fait l'éloge du bilan de Kelly en tant que secrétaire du DHS (département de la sécurité intérieure). « Il fera un travail spectaculaire, je ne doute pas, en tant que chef de cabinet », a déclaré Trump. « Ce qu'il a fait en termes de sécurité intérieure est hors norme. »

De tels commentaires soulignent le caractère profondément antidémocratique du gouvernement Trump, qui rassemble des officiers militaires à la retraite, des milliardaires et des membres de la famille Trump et des copains dans une cabale nocive et réactionnaire.

Le fait politique le plus marquant dans le choix de Kelly est le soutien qu'il a reçu du Parti démocrate. Les démocrates sont restés silencieux lundi, alors que ceux qui s'y sont prononcés le week-end, comme la dirigeante minoritaire de la Chambre Nancy Pelosi, ont salué Kelly comme quelqu'un qui pourrait apporter l'ordre nécessaire à une présidence chaotique. Pelosi a déclaré dimanche qu'elle avait « hâte de travailler » avec Kelly.

En janvier, Kelly a été confirmé par 88 voix contre 11 au Sénat dans son poste précédent. Le sénateur du Vermont et le candidat à la présidentielle du Parti démocrate, Bernie Sanders, qui a voté pour la confirmation, a déclaré qu'il espérait que Kelly et le secrétaire à la défense James Mattis, un autre général à la retraite, auront une « influence modératrice » sur le gouvernement Trump.

Kelly a passé les six derniers mois à mener la persécution brutale des immigrants et des réfugiés. Il a appliqué vigoureusement l'interdiction inconstitutionnelle de Trump sur les musulmans, invalidée à maintes reprises par les tribunaux de premières instances, mais largement restaurée par un vote à 5 contre 4 de la Cour suprême. Il quitte le ministère de la sécurité intérieure (DHS), au moment où il prépare la prochaine étape de l'attaque de Trump contre les droits démocratiques, qui est la construction d'un réseau de camps de détention d'immigrants.

Les arrestations d'immigrants ont augmenté de 40 pour cent par rapport aux années précédentes, alors que la brutalité renforcée de l'ICE (douaniers) et de la patrouille frontalière a créé une atmosphère générale de peur dans les communautés d'immigrants.

Kelly a annulé les politiques antérieures consistant à accorder la priorité à la déportation d'immigrants reconnus coupables de crimes violents, en faveur d'une poursuite de tout immigrant sans papiers rencontré par le personnel du DHS. Toute « infraction pénale qui peut être poursuivie » est devenue un motif pour un traitement prioritaire, y compris des contraventions comme l'utilisation d'un faux numéro de sécurité sociale et le non-respect d'une mesure d'expulsion.

En outre, Kelly a donné libre cours aux agents de l'ICE et aux patrouilleurs frontaliers les autorisant à poursuivre tout immigrant qui « aux yeux d'un agent de l'immigration » pose un risque pour la sécurité nationale des États-Unis. Le résultat a été une série de cas dans lesquels des immigrants ayant des liens de longue date avec les États-Unis, avec des enfants et épouses citoyens américains, qui s'étaient déclarés fidèlement pendant des années aux bureaux de l'ICE, ont été interpellés et expulsés soudainement.

Kelly a également officiellement annulé le *Deferred Action for Parents of Americans and Lawful Permanent Residents* (DAPA) la suspension de la mesure d'expulsion pour les parents dont les enfants ont la nationalité américaine ou étaient éligibles au *Differed Action for Child Arrival* (DACA - en faveur des enfants arrivés au pays avant leur majorité). Le DAPA fut annoncé par Obama mais n'a jamais été mis en œuvre en raison des contestations en justice contre cette loi.

Le DHS évolue vers deux actions encore plus drastiques et radicales : l'abrogation de la DACA elle-même, qui touche 800 000 jeunes entrés aux États-Unis durant leur enfance ; et l'expansion du programme de déportation accéléré, en vertu de laquelle les immigrants récents appréhendés à moins de 160 km de la frontière peuvent être déportés sans procès. Dans le cadre d'un projet maintenant envisagé sérieusement, une déportation accélérée serait maintenant appliquée à tout immigrant détenu n'importe où aux États-Unis qui ne peut pas prouver qu'il réside aux États-Unis depuis plus de 90 jours.

L'élévation de Kelly à la Maison Blanche marque une étape supplémentaire dans l'érosion de traditions démocratiques telles que le contrôle civil sur l'armée. Un vétéran qui a passé 40 ans dans le corps des *marines*, dont des années au Pentagone et des années de commandement sur le champ de bataille, sera maintenant le responsable du personnel du commandant en chef qui est un civil.

S'il est un « non-partisan » avoué, au sens où il n'a pas de préférence entre un parti bourgeois ou l'autre - il a dit à la revue *Foreign Policy* l'an dernier qu'il serait prêt sans a priori à servir dans un gouvernement démocrate ou républicain - Kelly a des opinions politiques affichées, et elles sont du genre le plus réactionnaire. Il a défendu agressivement le camp de détention de Guantanamo Bay lorsque le gouvernement Obama cherchait à le fermer. Il a déclaré que Clinton et Trump trompaient le peuple américain en affirmant qu'il était possible de vaincre l'État islamique sans engager des troupes de combat américaines en Irak et en Syrie.

Kelly, qui est apparu avec Trump récemment lors d'une cérémonie de remise des diplômes de la Garde côtière, lui a offert un sabre de cérémonie et a suggéré que ce serait un instrument approprié à utiliser contre les critiques du président dans les médias. Il a également dit, en parlant de plaintes du Congrès au sujet de sa répression contre les immigrants : « Si les législateurs n'aiment pas les lois qu'ils ont adoptées et que nous sommes chargés de faire respecter, ils devraient avoir le courage et les compétences nécessaires pour modifier les lois. Sinon, ils devraient se taire et soutenir les hommes et les femmes en première ligne. »

Patrick Martin

Article paru en anglais, WSWS, le 1 août 2017

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Patrick Martin](http://Patrick Martin), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)